

PRÉFET DE L'YONNE

DIRECTION DES  
COLLECTIVITÉS  
ET DES POLITIQUES  
PUBLIQUES

SERVICE ECONOMIE  
ET ENVIRONNEMENT

**ARRETE N° PREF-DCPP-2012-278**

**du 24 JUIL. 2012**

**portant mutation du suivi post-exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux dite de « MONTJALIN » située sur la commune de SAUVIGNY-LE-BOIS au lieu dit « Les Prés Cadioux »**

Le Préfet de l'Yonne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

**VU** le Code de l'Environnement et notamment le titre premier du Livre V relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

**VU** l'arrêté préfectoral D1-79-170 du 20 mars 1979 autorisant la création et l'exploitation d'une décharge contrôlée à SAUVIGNY-LE-BOIS Hameau de MONTJALIN par la société ORDURES SERVICES ;

**VU** l'arrêté préfectoral D1-83-34 du 19 janvier 1983 portant prescriptions complémentaires à l'arrêté du 20 mars 1979 ;

**VU** l'arrêté préfectoral DCLA-B1-1991-222 du 30 décembre 1991 portant prescriptions complémentaires à l'arrêté du 20 mars 1979 modifié autorisant l'exploitation par la Société SIMAT d'une décharge contrôle d'ordures ménagères et de résidus urbains au Hameau de MONTJALIN sur le territoire de la commune de SAUVIGNY LE BOIS ;

**VU** l'arrêté préfectoral DCLD-B1 n° 1993-176 du 23 août 1993 portant prescriptions complémentaires à l'arrêté du 20 mars 1979 modifié ;

**VU** l'arrêté préfectoral DCLD-B1-1998-105 du 07 mai 1998 autorisant M. le Directeur de la Société ECOSPACE à exploiter pour une période de 6 mois, une station de transit pour déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune de SAUVIGNY LE BOIS ;

**VU** le récépissé de mutation délivré, au profit de la Société SITA CENTRE EST, le 08 avril 2002 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°PREF-DCDD-2008-0387 du 29 juillet 2008 portant prescriptions complémentaires applicables à la société SITA CENTRE EST et concernant l'installation de stockage de déchets non dangereux dite de «MONTALIN » située sur la commune de SAUVIGNY-LE-BOIS au lieudit « Les Prés Cadioux » ;

**VU** la demande présentée par SITA CENTRE OUEST le 10 mars 2010 en vue de bénéficier du transfert à son compte du suivi post-exploitation, ainsi que les pièces jointes à la demande ;

**VU** le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 14 juin 2012 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques dans sa séance du 3 juillet 2012 ;

**CONSIDÉRANT** que la demande a été soumise aux formalités réglementaires ;

**CONSIDÉRANT** que les documents fournis justifient des capacités techniques et financières de l'exploitant à assurer la bonne exploitation des installations concernées et leur suivi ;

**CONSIDÉRANT** que le pétitionnaire justifie de la constitution de garanties financières pouvant pallier d'éventuels dysfonctionnements ou manquements à ses obligations réglementaires ;

**CONSIDÉRANT** que le suivi post-exploitation était auparavant pris en charge par la société SITA CENTRE EST, également filiale régionale du groupe SITA ;

**CONSIDÉRANT** que le patrimoine de la société SITA CENTRE EST a fait l'objet d'un apport d'actifs au profit de la société SITA CENTRE OUEST ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture ;

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : Transfert du suivi post-exploitation**

Le suivi post-exploitation de l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux sur le territoire de la commune de SAUVIGNY-LE-BOIS, objet de l'arrêté préfectoral D1-79-170 du 20 mars 1979, modifié par arrêtés préfectoraux D1-83-34 du 19 janvier 1983, DCLA-B1-1991-222 du 30 décembre 1991, DCLD-B1 n° 1993-176 du 23 août 1993, DCLD-B1-1998-105 du 07 mai 1998, n°PREF-DCDD-2008-0387 du 29 juillet 2008, est transféré à la société SITA CENTRE OUEST dont le siège social est situé 6, rue Gaspard Monge, ZA de Conneuil, à MONTLOUIS-SUR-LOIRE (37270).

L'intégralité des droits et obligations attachés à l'autorisation d'exploiter est transféré à la société SITA CENTRE OUEST.

### **ARTICLE 2 : Délais et voies de recours**

Le destinataire du présent arrêté peut saisir le tribunal administratif sis 22 rue d'Assas à DIJON d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

A l'intérieur de ce délai, il peut également saisir le Préfet d'un recours gracieux, ou le Ministre de l'Ecologie et du Développement Durable d'un recours hiérarchique qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse de l'administration au terme d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet).

### **ARTICLE 3 : Exécution**

M. le Secrétaire général de la préfecture et M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur de SITA CENTRE OUEST. Une copie de l'arrêté sera adressée :

- au maire de SAUVIGNY-LE-BOIS,
- au sous-préfet de l'arrondissement d'AVALLON,
- au responsable de l'Unité Territoriale de l'Yonne de la DREAL,
- au délégué territorial de l'Agence Régionale de Santé,
- au directeur départemental des territoires,
- au colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Yonne.

à Auxerre, le **24 JUL. 2012**

Pour le Préfet,  
le Sous-Préfet, Secrétaire général,



Patrick BOUCHARDON